LES PARTIS POLITIQUES
ET LA CONTRAINTE SOCIALE

—

I

Le parti politique ne saurait être étymologiquement et logiquement qu'une partie de l'ensemble des citoyens, organisée sur le terrain de la politique. Le parti n'est donc qu'une fraction, *pars pro toto*.

Essayons d'en analyser brièvement l'origine et la formation.

D'après Max Weber (1), le parti politique a son origine de deux sortes de causes. Ce serait, en premier lieu, une société spontanée de propagande et d'agitation visant l'obtention de la puissance, afin de procurer par cela même à ses adhérents actifs (militants) des chances morales et matérielles pour la réalisation de buts objectifs ou d'avantages personnels, ou encore des deux à la fois. Par conséquent, l'orientation générale des partis politiques consiste dans le *Machtstreben*, soit personnel, soit impersonnel. Dans le premier cas, les partis personnels seraient basés sur la protection accordée à des inférieurs par un homme puissant. Dans l'histoire des partis politiques, les cas de ce genre sont fréquents.

Dans l'ancienne diète prussienne de 1855, qui comptait pas mal de groupes politiques, tous s'étaient donné

(1) Max Weber : *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der Sozialökonomik*, III, 2e éd., Tübingen, 1925, Mohr, p. 167, 639.

le nom de leur chef. Les voici : le groupe du comte de Schlieffen, le groupe Arnim, le groupe de chez Tietz, le groupe Karl, le groupe Patow, le groupe Vincke, le groupe Bethmann-Hollweg, le groupe Reichensperger et Mallinckrodt (catholique). Le seul groupe qui se désignât de son véritable nom était un groupe national, le groupe polonais (2). L'histoire du mouvement ouvrier démontre que les socialistes n'ont point fait fi de cette tradition bourgeoise. Les partis socialistes se sont, en effet, fort souvent identifiés si complètement avec leurs chefs qu'ils en ont pris le nom, comme pour faire l'aveu public de leur assujettissement complet à ces chefs. En Allemagne, entre 1863 et 1875, les fractions socialistes rivales, qui briguaient concurremment la faveur des masses ouvrières, étaient les Marxistes et les Lassalliens. En France, à une époque un peu plus récente, le grand courant socialiste était divisé en Broussistes, Allemanistes, Blanquistes, Guesdites et Jauréssistes. Il est vrai que les hommes qui donnaient ainsi leur nom aux différents mouvements fractionnels personnifiaient aussi complètement que possible les idées et les tendances qui inspiraient le parti et devaient le guider durant tout le cours de son évolution (3). Mais on doit avouer que c'est tout de même pousser un peu loin l'amour du troupeau pour son pasteur. Peut-être y a-t-il là une analogie entre les partis politiques et les sectes religieuses ou les ordres monastiques. A juste titre, Yves Guyot a remarqué que l'individu appartenant à un parti moderne agit de la même manière qu'au moyen âge les moines catholiques, lesquels, fidèles à l'enseignement de leur maître, tiraient leurs noms de S. Domenicus, de S. Benedictus, de S. Augustinus, de S. Franciscus, et s'appelaient les Dominicains, les Bénédictins, les Augustins, les Franciscains (4).

(2) Friedrich Naumann : *Die politischen Parteien*, Berlin, 1910, « Die Hilfe », p. 8.
(3) Maurice Charnay : *Les Allemanistes*, Paris, 1912, Rivière, p. 25.
(4) Yves Guyot : *La Comédie socialiste*, Paris, 1897, Charpentier, p. 111.

Voici donc des partis types, que l'on pourrait qualifier de partis de patronage. Lorsque le chef exerce une influence sur ses adhérents par des qualités si éminentes qu'elles leurs semblent surnaturelles, on peut le qualifier de chef *charismatique* (4 *bis*).

Toutefois, ce genre de parti se drape quelquefois sous des formes plus générales. Ferdinand Lassalle lui-même, le chef des Lassalliens, n'était officiellement que président à vie de l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*. Il se plaisait lui-même à se vanter devant ses partisans de l'idolâtrie dont il était l'objet de la part des masses délirantes et des vierges habillées de blanc qui lui chantaient des chœurs et lui offraient des bouquets. Sa foi charismatique n'était d'ailleurs pas seulement le fruit d'une psychologie exubérante et quelque peu mégalomane, mais correspondait aussi à une conception théorique. Nous devons, — disait-il aux ouvriers rhénans en leur exposant ses idées sur l'organisation du parti, — nous devons, de toutes nos volontés éparses, forger un marteau et le mettre entre les mains d'un homme dont l'intelligence, le caractère et le dévouement nous soient une garantie qu'il sait frapper ferme (5) ! C'était le marteau du dictateur. Plus tard, alors que les masses populaires exigeaient au moins un simulacre de démocratie et de domination collective dans les affaires du parti, et que, surtout, la terrible jalousie des groupes toujours plus nombreux de chefs n'admettait plus, dans le parti, la dictature d'un seul, les grandes individualités parmi les leaders, telles qu'August Bebel et Jean Jaurès, durent se ménager autant que possible les unes et les autres.

Nous voici en présence de deux types de chefs charismatiques bien différents : le professeur de faculté

(4 *bis*) Χαρισμα. don de Dieu, récompense. V. M. Weber, *loc. cit.*, p. 140.
(5) Robert Michels : *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, 1914, Flammarion, p. 130.

bourgeois du midi de la France et l'orphelin d'un sous-officier poméranien. Celui-ci, qui avait le verbe haut et était impérieux comme son cousin le Kaiser (d'où l'invective de Kaiser Bebel, dont Gustave Hervé voulut le clouer) (6); celui-là, orateur hors-ligne, sans égal, chaleureux, romantique en même temps que réaliste, cherchant à surmonter les difficultés en « sériant » les problèmes, et à les abattre au fur et à mesure qu'elles se présentaient (7). Cependant les deux grands chefs, amis et ennemis, avaient en commun une foi indomptable tant en l'efficacité de leur action que dans la destinée des légions dont ils étaient les porte-drapeau. Aussi tous deux furent-ils déifiés. L'un, le Prussien, de son vivant; l'autre, le Français, seulement, hélas! après sa mort.

Au demeurant, l'heure actuelle offre aux sociologues un autre exemple d'un grand chef de parti qui, lui aussi, tient du croyant et du voyant. Benito Mussolini diffère des autres hommes que nous venons de nommer par ce fait qu'il n'est pas seulement le chef unique d'un grand parti, mais qu'il est devenu aussi le chef unique d'un grand Etat. C'est aussi avec lui que la notion de l'axiome : « le parti, c'est moi », a pris, dans le sens de responsabilité et de travail assidu, son maximum de développement. Il est très intéressant de voir combien cette conception de Mussolini est payée de retour par les masses elles-mêmes. Le jour même où, après avoir échappé miraculeusement à un attentat, Mussolini, de son balcon du Palazzo Chigi, haranguait la foule houleuse, composée de dix mille têtes, en lui expliquant la situation de l'Italie et les dangers qu'elle était en train de courir, une voix s'éleva de l'extrême bout de la place, couverte aussitôt par un tonnerre d'applaudissements : « *No, sei tu l'Italia!* » Le chef du parti fasciste lui-même manifesta à une autre

(6) Robert Michels : *Bedeutende Männer*, Leipzig, 1927, Quelle u. Meyer, p. 29.

(7) Charles Rappoport : *Jean Jaurès. L'Homme. Le Penseur. Le Socialiste*, 2e éd., Paris, 1916, L'Emancipatrice, p. 366.

occasion l'essence charismatique de son caractère en envoyant un télégramme à ses camarades fascistes de Bologne, pour leur déclarer qu'il était sûr, absolument sûr, que rien de grave ne pourrait lui arriver avant d'avoir terminé sa tâche.

Nous n'avons pas ici à indiquer les dangers que la conception charismatique peut entraîner. Nous nous permettrons cependant de faire une autre observation strictement sociologique. C'est qu'il est évident que les directions charismatiques portent en elles un dynamisme politique de la dernière vigueur. Saint-Simon a dit sur son lit de mort à ses disciples qu'il fallait se rappeler que, pour faire de grandes choses, il fallait être passionné. Or, être passionné signifie avoir le don de passionner les autres. C'est un aiguillon, un stimulant formidable. Tel est l'avantage des partis charismatiques sur les partis à programme bien défini et à intérêt de classe. Il est vrai, d'un autre côté, que la durée des premiers est très souvent réglée par la durée de leur élan et de leur enthousiasme. Ceux-ci ne fournissent parfois qu'une base bien fragile. Aussi voyons-nous les partis charismatiques conduits à appuyer autant que possible leurs valeurs psychologiques sur les organisations plus durables des intérêts humains, tels que, par exemple, les organisations patronales, ouvrières, de professions libérales, etc.

Nous mentionnerons encore un fait digne de notre attention. C'est que, comme nous venons de le voir, le charismatisme se prêtant à toutes les vues politiques et à n'importe quelle couleur, tous les partis politiques peuvent être pourvus de chefs charismatiques, et surtout naturellement les partis jeunes, ardents et autoritaires; quoique, d'autre part, les chefs charismatiques ne fassent pas défaut non plus dans les partis anti-autoritaires. En général les chefs charismatiques sont, à l'égard des partis politiques, des phénomènes pour ainsi dire primitifs. En d'autres termes, ils en sont les fondateurs; ce sont eux

qui engendrent les partis. Mais l'histoire des partis politiques démontre aussi qu'il y a un certain nombre de cas inverses. C'est alors le parti politique qui est le phénomène primitif. Au point de vue chronologique, les chefs sont, alors, secondaires, c'est-à-dire qu'ils se présentent plus tard, quand le parti est déjà formé. Mais ce retard ne diminue en rien leur force, pourvu que le parti préexistant ne dispose pas d'autres chefs qui les valent.

En second lieu, il y a des partis qui ont pour base des intérêts de classe, économiques et sociaux. Ce sont surtout des partis d'ouvriers ou de paysans ou de « petites gens » (les bourgeois ne pouvant pas, à eux seuls, former un parti). Il faut y ajouter encore une troisième catégorie composée par des partis politiques qui ont été engendrés par des idées politiques ou morales, générales et abstraites, de *Weltanschauung*. Et nous dirons que lorsque cette conception repose sur un dogme plus développé et élaboré jusque dans ses détails, on pourrait parler de partis doctrinaires, dont les doctrines seraient pourtant un privilège des chefs. Et nous voici en présence de partis libre-échangistes ou protectionnistes, ou qui proclament des droits de liberté ou de justice (à chacun le produit de son travail! ou : à chacun d'après ses forces! ou encore : à chacun d'après ses besoins!). Il est cependant évident que cette division n'est ni nette, ni complète. Elle n'est pas nette par la simple raison que les partis historiques, ou contemporains, représentent pour la plupart des nuances intermédiaires ou des mélanges, dans lesquels l'observateur compétent reconnaîtra aussitôt, dans une mesure parfois très inégale, l'existence d'éléments constitutifs de chacune des trois catégories. De toute façon, il n'y a pas de doute que le programme (qui est, pour ainsi dire, la codification des vœux politiques ayant donné naissance à l'organisation) ne peut être que rudimentaire dans la première catégorie, basée comme elle l'est, tout entière,

sur la foi et l'autorité d'un seul. Tandis qu'il est indéniable que les deux autres catégories, et la seconde peut-être encore plus que la troisième, comportent la nécessité de programmes très développés.

Il nous semble cependant qu'il y a encore deux autres genres de partis politiques qui, tout en se rapprochant dans un certain sens des partis constitués sur des principes, ont néanmoins des caractéristiques propres, qui les écartent plus ou moins de leurs voisins. Ce sont les partis confessionnels d'une part et les partis nationaux de l'autre. Les premiers, plus qu'une *Weltanschauung*, professent avoir une *Ueberweltanschauung;* ce sont des partis cherchant à proportionner les besoins de la vie d'ici-bas, envisagés comme ceux d'une phase préparatoire à la vie immortelle de l'âme. Les seconds, les partis nationaux, peuvent avoir assurément des idées générales et même universalistes; ils peuvent, par exemple, proclamer avec les anciens irrédentistes italiens, avec Stanislao Mancini et Terenzio Mamiani, le principe de nationalité, entendu dans son véritable sens du droit de chaque peuple, et de chaque fraction de peuple, à sa complète souveraineté sans conditions (8). Toutefois, au moins après 1848 (et encore), les partis nationaux pratiquant cet idéal se sont éteints, pour céder la place, en vertu de la loi dite de transgression (9), à d'autres partis, « nationalistes » dans un sens bien plus restreint, et à vrai dire dépourvus de principes généraux, parce qu'on ne saurait concevoir un principe général s'arrêtant aux frontières ou pis encore, où on ne les franchit que pour refuser aux autres nationalités les revendications de li-

(8) Pasquale Stanislao Mancini : *Della nazionalità come fondamento del diritto delle genti*, dans *Diritto internazionale;* Prelezioni, Napoli, 1873, Marghieri. — Terenzio Mamiani : *D'un nuovo diritto europeo*, Torino, 1860, Marzorati. — G. Carle : *Pasquale Stanislao Mancini e la teoria psicologica del sentimento nazionale.* Discorso letto alla R. Accademia dei Lincei, Roma, 18 maggio 1890. — Luigi Palma : *Del principio di nazionalità*, Milano, Ed. della Biblioteca Utile.

(9) R. Michels : *Zur historischen Analyse des Patriotismus*, dans l'*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozial politik*, vol. XXXVI, n° 2 (1913), p. 412.

berté et d'émancipation qu'on se réserve jalousement à soi-même. Il est également vrai, toutefois, que bien d'autres principes politiques se prêtent au même jeu. On peut dire que les optimistes sont en général des théoriciens outranciers. On peut, par conséquent, répéter ce que Georges Sorel a dit des Jacobins :

> Si, par malheur, ils se trouvent armés d'un grand pouvoir politique, leur permettant de réaliser un idéal qu'ils se sont forgé, les optimistes peuvent conduire leur pays aux pires catastrophes; ils ne tardent pas à reconnaître, en effet, que les transformations sociales ne se réalisent point avec la facilité qu'ils avaient escomptée; ils s'en prennent alors de leurs déboires à leurs contemporains, au lieu d'expliquer la marche des choses par les nécessités historiques; aussi finissent-ils par se laisser tenter de faire disparaître les gens dont la mauvaise volonté leur semble dangereuse pour le bonheur de tous. Pendant la Terreur, les hommes qui versèrent le plus de sang furent ceux qui avaient le plus vif désir de faire jouir leurs semblables de l'âge d'or qu'ils avaient rêvé, et qui avaient le plus de sympathie pour les misères humaines : optimistes, idéalistes et sensibles, ils se montraient d'autant plus inexorables qu'ils avaient une plus grande soif du bonheur universel (10).

Mais si l'identification inconsciente des finalités, matérielles ou immatérielles, peu importe, avec les finalités et le bien général semble être une loi absolue de notre esprit, il n'en n'est pas moins vrai que de tous les groupes sociaux, ce sont précisément les partis politiques nationaux qui en usent et abusent le plus. Car chaque nation croit avoir à accomplir des missions, ou de moralité, ou d'autres principes encore, qui tous concourent à lui conférer des droits présomptifs sur les peuples environnants, jugés incapables de faire face à leur devoir sans être forcés d'obéir aux ordres donnés par les peuples missionnaires. La bonne foi qui découle très souvent de cette

(10) Georges Sorel : *Lettre à M. Daniel Halévy*, dans *Le Mouvement Socialiste*, 9e année, n° 189, tome 190, 16 août et 15 septembre 1907, p. 142-43.

idée de mission, se communiquant aux collectivités nationales, leur donne l'aplomb et l'énergie dont elles ont besoin pour venir à bout de leur œuvre. Autant dire que ceux qui estiment que dans leurs actions agressives les masses nationales sont féroces et sauvages ont profondément tort. Au fond, cette férocité et cette sauvagerie, qui font que les peuples aiment à fouler aux pieds et à écraser les intérêts et les aspirations des autres, ne sont que la forme dans laquelle s'exprime la convention missionnaire, et presque toujours visionnaire.

II

Cependant, comme j'ai tâché d'en fournir les preuves dans un de mes livres (11), le besoin de l'organisation (ce que les Américains appellent la machinerie) (12) et les tendances inéluctables de la psychologie humaine, individuelle et collective, font à la longue disparaître la plupart des distinctions originaires. C'est que le parti politique comme tel a son âme propre, indépendante des programmes et des règlements qu'il s'est donnés et des principes éternels dont il est imbu. Dans les mouvements collectifs, à quelques rares exceptions près, tout procède naturellement, et non « artificiellement ». Est avant tout naturel le mouvement lui-même, à la tête duquel se trouve le chef.

A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, a dit Jean-Jacques, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné (13).

Notre connaissance suivie de la vie politique des principales nations civilisées du monde nous autorise à pré-

(11) Robert Michels : *Les Partis politiques*, Paris, 1914, Flammarion.
(12) M. Ostrogorski : *Democracy and the Organisation of Political Parties*, New-York, 1902, Macmillan, vol. II, p. 197 ss., 226 ss., 280 ss.
(13) Jean-Jacques Rousseau : *Contrat social* (Paris, 1871, Bibl. Nat., p. 93).

tendre que la tendance à l'oligarchie constitue une de ces nécessités historiques, une de ces « lois d'airain » de l'histoire, auxquelles les sociétés les plus démocratiques de nos jours et, au sein des sociétés, les partis les plus avancés, n'ont pas réussi à échapper (14). Rien qu'en se donnant des chefs, les ouvriers eux-mêmes se créent, de leurs propres mains, de nouveaux maîtres dont la principale arme de domination consiste dans leur supériorité technique et intellectuelle et dans l'impossibilité d'un contrôle efficace de la part de leurs mandants. A ce sujet, les intellectuels eux aussi jouent un rôle qui a maintes fois fait objet d'études approfondies. En outre, le mécanisme du parti socialiste offre aux ouvriers, grâce aux nombreux postes rétribués et honorifiques dont il dispose, une possibilité de faire carrière, ce qui exerce sur eux une force d'attraction considérable. Or, au fur et à mesure que le métier politique se complique et que les règles de la législation sociale se multiplient, on voit s'imposer aux chefs des partis politiques une existence de plus en plus professionnelle, basée sur des connaissances toujours plus étendues et un savoir-faire, une routine, quelquefois une roublardise toujours plus vaste. Voilà pourquoi la distance entre les meneurs et les menés s'intensifiant toujours davantage, on peut désormais toucher du doigt la flagrante contradiction qui existe dans les partis avancés entre les déclarations et les intentions démocratiques, d'un côté, et la réalité pour ainsi dire oligarchique, de l'autre. Il en résulte des conflits d'un caractère souvent shakespearien, où le comique côtoie le tragique. C'est que l'organisation constitue précisément la source d'où les courants conservateurs se déversent sur la plaine de la démocratie en occasionnant des inondations dévastatrices qui rendent cette plaine méconnaissable.

Un tel crépuscule des Dieux ne saurait toutefois nulle-

(14) Robert Michels, dans les *Verhandlungen des Kongresses des deutschen Institutes für Soziologie*, Vienne, 27, IX, 1926, Tübingen, 1927, Mohr.

ment surprendre les esprits analytiques et avisés. Déjà le maître d'Adam Smith, le philosophe écossais Hutcheson, avait remarqué que la patience du peuple a toujours été trop grande, et sa vénération pour les chefs trop inepte (15). Pour Pareto, l'ère contemporaine n'est aucunement caractérisée par l'augmentation de la sociabilité et la diminution de l'individualisme. Au fond il ne saurait être question que d'un chassé-croisé. Par exemple, le sentiment de la subordination qui se manifestait dans les temps passés par la sujétion plus ou moins volontaire des classes inférieures aux classes supérieures n'a été remplacé aujourd'hui que par la soumission des classes inférieures aux chefs des partis, des syndicats et des grèves, et par la soumission moins apparente des classes supérieures à la plèbe, qui n'a jamais été l'objet de tant de flatteries qu'elle l'est à présent (16). Et Gabriel Tarde a parlé des deux sentiments aux moins corrélatifs des temps modernes, à savoir la méfiance morbide du public démocratique à l'égard de son maître, et la peur, la pleutrerie, la platitude du soi-disant maître, qui enregistre et formule en décrets tous les ordres de ses inférieurs (17). Cependant l'expérience nous enseigne que le chef flagorneur et démagogue lui-même ne considère la flatterie que comme moyen, son but restant toujours celui de dominer les foules. Aussi la démocratie se sert-elle d'orateurs sur une vaste échelle, car la foule elle aussi, comme l'a dit Charles Maurras, est femme, son imagination accueille avec transport l'élément qui peut la troubler (18), et Thomas Carlyle a dit bien avant lui du mouvement anglais que nul ne pourrait devenir un leader d'ouvriers, s'il n'avait pas d'abord prouvé qu'il

(15) Hutcheson : *Philosophiae moralis institutio compendiaria*, livre III, Glasgow, 1742, ch. VIII.

(16) Vilfredo Pareto : *Trattato di Sociologia generale*, Firenze, 1916, Barbera, vol. II, p. 248.

(17) Gabriel Tarde : *La logique sociale*, Paris, Alcan, p. 297.

(18) Charles Maurras : *Une campagne royaliste au « Figaro »*, août 1901-janvier 1902, Paris, Nouvelle Librairie Nationale, p. 32.

avait la langue bien pendue. « *No British man can attain to be a statesman or chief of workers till he has first proved himself a chief of talkers* (19). »

III

La démocratie est de nature massive. Aussi ne peut-elle pas se passer des masses. Le parlementarisme suppose l'électionnisme; l'électionnisme implique des masses électorales (20). Il s'ensuit que les partis politiques qui déroulent leurs actions sur cette plate-forme ont beau être en partie aristocrates d'origine et de finalité, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont forcés de se servir des masses. Au temps des élections, les candidats les plus nobles daignent descendre de leurs manoirs et s'agiter auprès des manants pour obtenir la majorité dans leur circonscription (21). Ce n'est pas étonnant. Les candidats susdits ne sont certes pas assez ridicules pour réclamer, en des moments solennels et décisifs, le privilège des minorités et vouloir se borner à accepter les suffrages de leurs égaux, uniques possesseurs de la vocation dominatrice. Aussi, en tant qu'ils doivent rester sur la grande route électionniste, les partis aristocratiques font-ils bonne mine à mauvais jeu. En définitive, ils attachent leurs vœux à l'espérance de convaincre les masses à renoncer par leurs propres votes à leurs propres droits. C'est là, au fond, l'idéal des *junkers* prussiens et des aristocrates français, qui, pour se démocratiser, se déguisent en camelots du roi. D'ailleurs, les partis dits de classes ou d'intérêts économiques et sociaux suivent de très près cette méthode. Eux aussi, ils ont garde de

(19) Thomas Carlyle : *Latter Day Pamphlets*, n° 5 : *Stump Orator*, p. 167, dans les Œuvres de Thomas Carlyle (The Standard Edition, vol. III, London, 1906, Chapman and Hall).

(20) Michels : *Psychologie der antikapitalistischen Massenbewegungen*, dans le *Grundriss der Sozialökonomik*, IX, I (1926), p. 326.

(21) Friedrich Naumann : *Demokratie und Kaisertum*, Berlin, 1904, « Die Hilfe », p. 92.

s'adresser, lors des élections politiques, à leurs cointéressés seulement. Le parti socialiste, le plus rigoureusement prolétaire, n'hésite pas à briguer ouvertement, au moment donné, le suffrage des paysans et de la petite bourgeoisie. Tout le monde s'adresse à tout le monde, sans aucune distinction. Et tel socialiste qui, avant les élections, et après, n'a de la classe ouvrière qu'une conception très restrictive, aime à élargir, pendant les élections, le terme théorique de cette classe jusqu'à y comprendre les capitalistes, pourvu naturellement qu'ils ne soient pas trop réfractaires à accorder à leurs ouvriers au moins quelques petits suppléments de salaire.

Cette tendance essentielle à la vie politique contemporaine, et qu'un mauvais plaisant serait tenté de qualifier de jeu de cache-cache, se manifeste jusque dans les dénominations que les partis politiques ont coutume de se donner dans les pays démocrates. En effet, en régime démocratique, les partis politiques se confondent dans un brouillard terminologique très épais et presque homogène. Voici quelques nomenclatures modernes. En France : l'Action libérale, les Républicains progressistes, l'Union républicaine, la Gauche démocratique, la Gauche radicale, les Républicains radicaux-socialistes, les Républicains socialistes (22). En Allemagne : Deutschvölkische Partei, Deutschnationale Volkspartei, Deutsche Volkspartei, Demokratische Partei, Sozialdemokratische Partei, Christliche Volkspartei. En Suisse, les dénominations des partis politiques ne diffèrent guère de celles en usage chez ses grands voisins. On dirait qu'aucun parti ne se distingue des autres. Ils sont tous plus ou moins également populaires, démocratiques et nationaux. C'est un bel exemple, en effet, de l'application de la loi de Darwin sur l'adaptation au milieu transportée sur

(22) Robert de Jouvenel : *La République des camarades*, Paris, 1924, Grasset, p. 69.

le terrain politique. C'est un mimicrisme — passez-moi le mot — presque parfait. Aux élections de 1848, en France, les candidats de presque toutes les nuances politiques aimaient à s'appeler ouvriers et socialistes, en hommage au premier suffrage universel (23).

L'influence qu'exerce l'idée de la masse sur les partis politiques résulte aussi, d'une façon très nette, de la tactique des partis confessionnels. Rappelons-nous par exemple que les partis catholiques ont l'habitude de déguiser soigneusement ce qu'ils sont essentiellement sous les désignations qu'ils se donnent. En Italie, le parti catholique s'appelait tout simplement « populaire »; en Allemagne il devient le parti du « centre ». Mais il y a plus : ce dernier parti met une véritable coquetterie à avoir parmi ses membres, voire parmi ses représentants officiels, un certain nombre de protestants (24). En Italie, au Congrès tenu par le parti catholique, à Pâques 1923, à Turin, Don Sturzo, sous prétexte qu'un parti vraiment catholique est une *contradictio in adjecto*, le mot « catholique » signifiant universel et le mot parti signifiant partiel, a avancé la thèse que son parti devait se déclarer aconfessionnel (25). Cette tendance au grand nombre a pénétré même dans le Parlement. Si cette vérité avait besoin d'être démontrée, il suffirait de citer, en France, l'existence paradoxale au Palais Bourbon, en dehors des groupes politiques constitués, d'un « groupe de députés non inscrits aux groupes », qui réunit des hommes de toutes nuances et qui n'en nomme pas moins un bureau (26). Les inorganisés s'organisent comme tels.

En vérité, la raison d'être du parti politique, c'est la marche vers la conquête du pouvoir. Bien entendu, ici les objectifs se divisent, les uns voulant arriver à leur but d'une façon paisible et sans secousses, et pour

(23) Daniel Stern (Comtesse d'Agoult) : *Histoire de la Révolution de 1848*. Nouv. éd., Paris, 1887, Calmann-Lévy, vol. II, p. 318.
(24) Martin Spahn : *Das deutsche Zentrum*, Mainz, Kirchheim, p. 62-3.
(25) *Giornale d'Italia* du 13 avril 1923.
(26) De Jouvenel, *op. cit.*, p. 66.

ainsi dire évolutive, les autres préférant arriver à leurs fins par une action ou une série d'actions plus vive et plus rapide, par une tactique dite révolutionnaire. Et il est tout aussi bien entendu que les conceptions des partis politiques ne sont pas identiques non plus en ce qui concerne l'action à entreprendre après le triomphe, action qui dépendra, du moins en principe, des conceptions qu'ils se sont formées sur le rôle de l'Etat et qui peuvent aller, en théorie, jusqu'à la prétendue abolition de celui-ci. De toute façon, la première étape du parti politique est circonscrite par son ardent désir d'absorber le pouvoir pour devenir Etat. Aussi le but final du parti consiste-t-il dans l'étatisation. C'est pourquoi, en attendant mieux, le parti s'efforcera de constituer tout d'abord, autant que possible, un petit Etat dans l'Etat. Cela est tellement vrai que l'on peut soutenir la thèse que le parti politique le plus accompli sera celui qui aura créé, dans ses propres cadres, toutes les fonctions organisatrices et dirigeantes, de nature à le rendre capable de se substituer un jour régulièrement à l'Etat, tout construit et tout prêt, telle Minerve sortant toute armée du cerveau de Jupiter.

Mentionnons, en outre, la théorie des partis politiques de Vilfredo Pareto. Partant, comme Max Weber, l'auteur de ces lignes et d'autres, de la prémisse que les partis politiques visent au pouvoir, Pareto divise les partis en deux groupes essentiels. Primo, les partis qui se succèdent au gouvernement. Ce groupe embrasse également le parti qui tient le pouvoir et ceux qui ne le tiennent pas, mais y aspirent et qui, en attendant, forment les partis d'opposition. Secundo, les partis intransigeants qui n'y arrivent guère. Ces derniers contiennent un nombre plus grand de fanatiques, mais aussi d'honnêtes gens, que les autres; plus féroces, mais aussi moins dépravés qu'eux (27). Notons au passage que c'est un axiome com-

(27) Pareto, vol. II, p. 655.

mun à la sociologie juridique italienne qu'un gouvernement composé d'hommes de bien n'est pas de ce monde. Un autre éminent sociologue italien, mon ami Gaetano Mosca, ne juge-t-il pas fort difficile pour un honnête homme, arrivé à la réalisation de ses vœux politiques, de résister à une détérioration de ses qualités morales, et ne semble-t-il pas préférer l'action des honnêtes gens restés hors du gouvernement, mais capables, d'influencer l'opinion publique (28)? Nous n'oserions pas dire, toutefois, que la division de Pareto soit impeccable. D'abord, son angle visuel, nous semble-t-il, est erroné. Diviser les partis politiques en partis arrivés et partis non arrivés ou qui ne veulent pas arriver, c'est ériger en critère le hasard, à moins qu'on n'estime qu'il y a des partis politiques qui s'amusent à être intransigeants par simple marotte, ce qui est inadmissible.

Car, s'il y a des partis qui, à un moment donné, refusent d'accéder au pouvoir, même quand on le leur offre comme un fruit mûr, ce refus ne signifie pas une renonciation à tout jamais, chose qui serait pour eux équivalente à un suicide. Le refus est, au contraire, inspiré par la crainte ou de n'être pas prêt pour pouvoir assumer impunément les responsabilités du gouvernement, ou de n'être pas sûr des masses des propres adhérents du parti, déchirées par les différences d'opinion sur la tactique à suivre, ou encore par peur de tomber, par l'acceptation d'un cheval de Troie, dans un guet-apens ou dans un piège tendu par les partis ennemis. Il est certain que ces refus, comme nous en avons eu des exemples récents fournis par les partis socialistes d'Italie et de France, peuvent être jugés de manière très différente et mener à une politique d'occasions ratées et de repentirs retardataires. Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons vu, les refus de

(28) Gaetano Mosca : *Elementi di scienza politica*, 2e éd., Torino, 1923, Bocca, p. 462.

participer au pouvoir ont toujours une causalité politique accidentelle et casuistique, et impliquent l'espoir de se racheter à brève échéance pour accéder au gouvernement et conquérir l'Etat dans des conditions politiques plus favorables et plus engageantes.

En second lieu, l'identification que fait Pareto entre parti arrivé au pouvoir et parti transigeant implique un rapport entre le compromis politique et la conquête du pouvoir, qui peut se vérifier certes très souvent, mais qui est très loin cependant de former une loi souveraine capable de façonner l'histoire très variée des partis politiques modernes.

Il y a une autre question encore qui se pose. C'est qu'on pourrait, peut-être, diviser les partis politiques selon que leurs aspirations prennent leur source dans l'histoire révolue ou dans le devenir politique. N'y a-t-il pas, en effet, des partis rétrogrades et des partis progressifs? Il y a dans cette division quelque vérité. On peut évidemment distinguer entre les partis tendant au rétablissement d'institutions politiques et sociales jugées supérieures à l'état de choses qui les a remplacées. Et, entre parenthèses, nous ajouterons que, d'après ce critère uniquement historique et qui ne touche ni à l'idée de liberté, ni à celle de l'autorité, ni à n'importe quel autre principe d'ordre politique ou philosophique, on devrait qualifier de rétrogrades, par exemple, les partis antibolcheviks en Russie et les partis libéraux anti-fascistes en Italie, les partis monarchistes de France et d'Allemagne et les partis irrédentistes dans les pays détachés de leur patrie. C'est donc un faisceau des plus disparates dans lequel se trouvent unis des ennemis mortels, liés ensemble par un seul lien : leur aspiration commune vers un état de choses préexistant. D'un autre côté, il y a un groupe de partis politiques, non moins disparates certainement que le groupe que nous venons d'examiner. Ce sont les partis qui visent un état de choses neuf et n'ayant

jamais existé dans l'histoire, mais qu'ils estiment possible, souhaitable et réalisable. Les prototypes de ces partis sont les partis socialistes dans les pays de l'Europe du centre et de l'Europe occidentale. Toutefois, il ne serait pas exact de classer les partis politiques en deux catégories, celle du passé et celle de l'avenir. D'abord parce que pour celui qui adopte les conclusions de la philosophie de l'histoire de Giambattista Vico, dont le fond consiste dans la théorie des *corsi e ricorsi*, il ne saurait point être douteux que le présent ne peut être qu'une parenthèse contradictoire entre le passé et l'avenir, de sorte que l'avenir peut présenter une plus grande affinité avec le passé qu'avec le présent. Ensuite, ce serait manquer de sens historique que de supposer qu'on puisse rétablir le passé dans toute l'extension de ce mot. Les époques historiques ne se prêtent pas à des reproductions photographiques égales, ou du moins ne s'y prêtent que *cum grano salis*. En attendant, quelque chose a bougé, quelqu'un a remué, même à égalité de condition et à unité de volonté. Voilà pourquoi les partis du passé ne doivent pas s'imaginer pouvoir rétablir tels quels les *tempora acta*. Ils doivent forcément se laisser influencer par les changements qui se sont produits d'une façon stable et durable, et tenir compte non seulement des avantages réels, mais aussi de nouveaux intérêts fondamentaux que les régimes contraires qu'ils s'efforcent d'éliminer ont pu créer. Citons deux exemples : en France, la défaite de la grande Révolution et de ce successeur incomplet qu'elle avait trouvé en Napoléon Ier, tout en amenant la rentrée des Bourbons et la prétendue Restauration, n'a point restauré, en dépit des promesses de dédommagements faites aux émigrés, l'ancienne grande propriété foncière et n'a dérangé que très peu la nouvelle classe paysanne, surgie *per fas aut nefas*, moyennant la répartition des biens confisqués, avec la révolution et par la révolution. Bien qu'il soit peu commode et

même risqué de prévoir l'avenir enveloppé dans les brouillards de l'inconnu, nous tenons d'ores et déjà pour un fait acquis que la chute, très incertaine d'ailleurs, du bolchevisme aboutira à d'énormes transformations dans la constitution légale et économique de la Russie, mais laissera intactes, là aussi, les nouvelles formes de propriété foncière qui se sont créées aux dépens de la noblesse.

Un mot encore sur la question terminologique des partis dits révolutionnaires. On donne souvent au terme *révolutionnaire* une signification historique spéciale, qui dérive du souvenir que nous gardons de la Révolution française, généralement considérée comme le prototype des révolutions. Il en résulte qu'on n'attribue le mot de révolutionnaire qu'aux luttes pour la liberté, entreprises par les classes sociales inférieures contre les classes supérieures, et encore entend-on par ce terme des mouvements s'accompagnant de violence et d'effusion de sang; tandis qu'au point de vue purement logique le terme révolution n'implique qu'un changement de fond en comble d'un état légal ou économique, quels que soient les moyens employés pour l'amener. De là, on peut soutenir la thèse que, à ce point de vue, les termes de révolution et de contre-révolution s'égalent. En 1831, un historien prussien, Friedrich von Raumer, écrivait de Paris ces mots pleins de bon sens :

> Pour les libéraux, le mot révolutionnaire signifie la suppression d'un ordre social décrépit et hors d'usage, néfaste, ignominieux. Tandis que la contre-révolution équivaut à leurs yeux au retour à l'injustice et aux vieilleries. Par contre, leurs adversaires, les conservateurs, entendent par le mot de révolution l'ensemble de toutes les folies et de tous les crimes, tandis que le mot de contre-révolution est pour eux synonyme d'ordre, d'autorité et de religion (29).

Il s'agit donc de mots qui n'expriment que dès senti-

(29) Friedrich von Raumer : *Briefe aus Paris und Frankreich im Jahre 1830*. Leipzig 1831, Brockhaus, Tome II, p. 26.

ments et des jugements, peut-être fort appréciables, mais tout à fait personnels, subjectifs et arbitraires et qui assument très souvent par-dessus le marché un sens d'invectives. La science politique ne saurait donc qu'en faire.

Certes, ce qui peut paraître aux uns la débâcle de la démocratie et une atteinte à peu près irrémédiable à ses principes éternels, peut paraître aux autres la confirmation d'une loi salutaire qui veut que dans toute entreprise qui exige l'action collective des hommes, ceux-ci acceptent de régler leurs mouvements particuliers sur la volonté unique d'un chef, et qu'à l'égard de ce chef, auquel les démocraties elles-mêmes ne peuvent éviter de recourir, entre les deux attitudes possibles, le loyalisme et la méfiance, la première soit la seule constructive et généreuse (30).

Après la guerre mondiale, deux nouveaux partis, issus des idées minoritaires d'Auguste Blanqui et des conceptions, plus sévères et plus diversifiées, du mouvement syndicaliste français inspirées par Georges Sorel (31), ami de Vilfredo Pareto, ont surgi sur une nouvelle base, celle de *l'élite,* et se trouvent par conséquent en contraste foncier avec les théories démocratiques et électionnistes courantes. En Russie, le bolchevisme, en s'emparant du pouvoir central avec une violence inouïe, a imposé à la majorité bariolée de la population la domination de la minorité prolétarienne. En Italie, le fascio, doué de la même énergie vitale, a arraché, lui aussi, le pouvoir à des mains débiles, en appelant à lui, au nom de la patrie, l'éternelle minorité des hommes actifs et énergiques.

Toutefois l'élite anti-démocratique et théoriquement minoritaire n'est point à même, elle non plus, de faire complètement abstraction du principe des masses. Le

(30) André Maurois : *Dialogues sur le commandement.* Paris, 1925, Grasset, p. 170.

(31) Max Ascoli : *Georges Sorel,* Paris, 1921, Delesalle; Gaétan Pirou : *Georges Sorel,* Paris, 1927, Rivière.

libéralisme, la démocratie et le socialisme se sont adressés pendant plus d'un siècle dans leur œuvre de tous les jours au peuple, voire à toutes les classes du peuple. Ajoutons à ceci la méthode du patriotisme moderne, que nous savons de nature révolutionnaire et par ses origines et par sa tactique, et qui, lui aussi, n'a jamais cessé d'entraîner, ou de tâcher d'entraîner, jusqu'à la dernière molécule de la communauté nationale. En effet, à la veille de la révolution, la France n'était qu'un assemblage de peuples mal unis, en partie étrangers les uns aux autres. Malgré une tendance constante à l'unité, cette France d'ancien régime semblait n'être que diversité, désordre, bigarrure, et elle offrait aux contemporains l'aspect d'un chaos. Il n'y avait unité ni dans la législation civile, qui se formulait en plus de trois cents coutumes, souvent contradictoires, ni dans l'administration, ni dans la justice, ni dans le régime militaire, ni dans la vie communale, ni en quoi que ce soit. Aussi, pour faire naître, dans ce pays disparate, le sentiment de la patrie moderne, devait-on donner à la France, à toute la France, urbaine et rurale, la parole (32). Dieu sait combien, dans les cahiers de 1789, elle en a fait usage!

Or, étant donné le réveil des foules ouvrières et paysannes qui s'en est suivi, la phénoménologie des faits qui se déroulent continuellement devant nos yeux démontre qu'au jour d'aujourd'hui l'élite ne peut plus maintenir son pouvoir sans le consentement explicite ou tacite des masses, desquelles elle dépend sous plus d'un aspect. Il y a donc entre le parti monopoliste et maître de l'Etat jusqu'à se confondre avec lui, d'une part, et les masses, même dépourvues de soi-disant droits politiques de l'autre, une contrainte sociale en tout point réciproque. Aussi, voilà pourquoi, au moins en Italie, le

(32) A. Aulard : *Le patriotisme français, de la Renaissance à la Révolution*, Paris, 1921, Chiron, p. 85, 93.

parti de l'*élite* ne saurait se lasser de s'efforcer d'obtenir et de conserver la sympathie des masses. Le parti est conduit d'ailleurs à poursuivre ce but par la nécessité politique où il est de prouver aux Etats environnants, tous pénétrés plus ou moins d'idées démocratiques et majoritaires, que, tout en étant minoritaire, il représente pleinement la volonté populaire, authentique et autochtone. Il en résulte l'adoption de la théorie consensuelle, laquelle, plus que sur le vote populaire, s'appuie sur l'opinion publique, saisissable et concrète moins par la presse que par le nombre de ses adhérents et ses organisations politiques et économico-sociales. C'est donc l'opinion publique directe qui sert aux partis d'élite à justifier leurs droits acquis. De ce fait, il est vrai que le parti d'élite perd tant soit peu de sa pureté théorique, parce qu'une élite, théoriquement sûre de sa vocation et de sa force, doit se suffire, par définition, à elle-même. Et c'est bien là l'antinomie de l'anti-démocratie, antinomie non tragique, mais fatale et qui consiste dans un dilemme se présentant sous une forme qu'on serait tenté de comparer à celle d'un accordéon. Car les partis d'élite décrivent, dans leur vie politique effective, un mouvement oscillatoire continuel, poussés qu'ils sont alternativement par les opportunités, les convenances du milieu et par leurs souvenirs doctrinaires ou leurs intérêts politiques. En effet, les partis d'élite élargissent tour à tour, outre mesure, leurs cadres, jusqu'à embrasser la nation presque entière et pouvoir se vanter de leurs millions de cotisants politiques et syndicaux, pour les resserrer ensuite tout d'un coup, en expulsant de leurs rangs le trop-plein, afin de redevenir des partis minoritaires proprement dits, à savoir des partis d'élus et de choisis, quelquefois même en raison d'un *numerus clausus*. Or, entre ces deux limites extrêmes, dont l'une est marquée par la nécessité de l'autorité du nombre, pendant que l'autre est fixée par le principe

de l'homogénéité et de la force qui en dérive, le pendule oscille sans trêve (33).

Il y a donc au sein des partis politiques une tendance à la discrimination, que nous qualifierons de tendance centrifuge, et par laquelle les partis politiques sont induits à se différencier les uns des autres, soit dans leur programme et leur base théorique, soit dans leurs manifestations quotidiennes. Toutefois, cette tendance nous paraît refoulée et souvent écartée par une tendance plus forte, inhérente à tous les partis politiques, à savoir la tendance à la réunion du maximum numérique (loi du nombre) qui porte à la tendance centripète et n'est, en définitive, que la conséquence logique de la troisième tendance fondamentale qui domine la vie des partis politiques, à savoir la tendance à la conquête de l'Etat. C'est donc la contrainte sociale émanant du parti politique qui contraint l'Etat à subir sa loi.

ROBERT MICHELS
Professeur à l'Université de Bâle,
Chargé de cours à l'Université de Turin.

(33) Roberto Michels : *Corso di Sociologia politica*, Milano, 1927, Istituto Editoriale Scientifico, p. 95.